

4 International

La mission qui rend Trump nerveux

GROENLAND Des militaires sont en opération pour augmenter la sécurité et planifier un éventuel déploiement plus large. Après des menaces de surtaxes douanières, le président américain avance d'autres arguments pour justifier sa volonté d'acquérir le territoire

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Qui sont ces soldats européens déployés au Groenland qui contrarient Donald Trump? Officiellement, l'opération «Arctic Endurance», lancée en urgence le 15 janvier par les forces danoises, est une mission de reconnaissance militaire pour la sécurité de l'Arctique, censée préparer un éventuel déploiement plus important des alliés de l'OTAN. Une première mission européenne d'entraînement du même type, beaucoup moins médiatisée, s'était déroulée cet été, avec pour nom de code «Arctic Light». Mais très vite, dans le contexte des menaces renouvelées de Donald Trump toujours plus déterminé à s'emparer du Groenland «d'une manière ou d'une autre», «Arctic Endurance» a pris une autre dimension. Pour être perçue comme une force de dissuasion contre le président américain.

C'est en tout cas comme cela qu'elle est vue par Donald Trump. Au lieu d'être satisfait de voir les Européens s'engager davantage pour la sécurité de l'Arctique, il les accuse désormais de se livrer à un «jeu très dangereux» et de menacer «la sûreté, la sécurité et la survie de notre planète». Samedi, il a ainsi menacé les huit pays qui participent à l'opération – Danemark, Norvège, Suède, France, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas et Finlande – de surtaxes douanières punitives de 10% dès le 1er février, qui pourraient monter à 25% en juin. Une menace qui tomberait en cas «d'achat complet et total du Groenland».

«Une menace pour personne»

De quoi perdre la tête? «Arctic Endurance» est-elle une mission pour se protéger des Russes et des Chinois ou plus directement pour faire barrage à Donald Trump? L'opération est par essence ambiguë et joue sur les deux tableaux. Dans une déclaration commune publiée dimanche, les huit pays visés tiennent à mettre les points sur les «i». «En tant que membres de l'OTAN, nous sommes déterminés à renforcer la sécurité de l'Arctique, qui constitue un intérêt transat-



Des soldats danois lors d'un exercice sur le terrain après leur arrivée au Groenland. (18 JANVIER 2026/COMMANDEMENT DES FORCES ARMÉES DANOISES/IMAGO)

lantique commun. L'exercice danois «Arctic Endurance», mené de manière pré-coordonnée avec les Alliés, répond à cette nécessité», écrivent-ils.

En ajoutant: «Il ne représente une menace pour personne. [...] Nous sommes prêts à nous engager dans un dialogue fondé sur les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale auxquels nous sommes fermement attachés. Les menaces tarifaires portent atteinte aux relations transatlantiques et risquent d'entraîner une dangereuse spirale négative. [...]».

L'argument du Prix Nobel

L'exercice démontre la «capacité pleine et entière des Européens d'assurer leur propre sécurité, et la sécurité de l'Arctique est indissociable de la sécurité de

l'Europe», a commenté Jean-Noël Barrot, le ministre français des Affaires étrangères, sur LCI. Donald Trump, lui, répète que le Groenland, aux riches ressources naturelles, est «vital» pour les Etats-Unis, pour des raisons de sécurité nationale et pour contrer les avancées de la Russie et de la Chine en Arctique.

Mais il vient également d'avancer un autre argument pour justifier sa volonté d'acquérir le Groenland: dans une lettre adressée au premier ministre norvégien, il invoque le fait qu'il n'a pas remporté le Prix Nobel de la paix. «Etant donné que votre pays a décidé de ne pas m'attribuer le Prix Nobel de la paix pour avoir mis fin à plus de huit guerres, je ne me sens plus obligé de penser uniquement à la paix», écrit-il à Jonas Gahr Store. «Le

président voit le Groenland comme un actif stratégique pour les Etats-Unis. Nous n'allons pas sous-traiter à quelqu'un d'autre la sécurité dans notre hémisphère», a précisé de son côté hier Scott Bessent, le secrétaire américain au Trésor, avant l'ouverture du Forum économique mondial de Davos.

Les Allemands déjà partis

Quoi qu'il en soit, ces soldats européens venus s'exercer dans des conditions climatiques extrêmes et planifier de futurs engagements ne sont pour l'heure pas très nombreux. Alors que le Danemark renforce sa présence militaire avec quelque 200 soldats supplémentaires qui devaient arriver hier soir à Kangerlussuaq selon la chaîne danoise TV2, la France n'en a

déployé qu'une quinzaine, des chasseurs alpins. L'Allemagne a envoyé 13 spécialistes de la Bundeswehr, qui ont déjà quitté le Groenland. La Norvège a dépêché trois officiers, la Suède et le Royaume-Uni, deux chacun. Tout comme les Pays-Bas, dont la mission s'est terminée hier. Deux officiers de la Marine royale néerlandaise qui ont fourni de l'expertise opérationnelle et logistique viennent de quitter le territoire autonome danois.

Des effectifs modestes, donc. Qui viennent s'ajouter aux environ 200 soldats danois déjà stationnés, à Nuuk et à Kangerlussuaq, au sein du Commandement conjoint de l'Arctique, autorité militaire danoise responsable de la souveraineté du Danemark dans les régions du Groenland et des îles Féroé.

Mais d'autres pays sont prêts, en guise de solidarité, à envoyer un soutien militaire au Groenland, si le Danemark le leur demandait. C'est par exemple le cas de l'Estonie et de la Lettonie. Le Canada envisage aussi d'envoyer un petit contingent de soldats. Des plans en ce sens ont été élaborés mais le feu vert du premier ministre est attendu.

«Nous n'allons pas sous-traiter à quelqu'un d'autre la sécurité dans notre hémisphère»

SCOTT BESSENT, SECRÉTAIRE AMÉRICAIN AU TRÉSOR

La Commission européenne vient de confirmer qu'elle pourrait invoquer l'art. 42, la clause d'assistance mutuelle de l'UE, en cas d'attaque armée contre le Groenland. Pour l'OTAN, la situation reste très délicate, les Etats-Unis étant un pilier de l'alliance militaire. Le ministre danois de la défense a rencontré le secrétaire général de l'OTAN hier à Bruxelles, en présence de la ministre des Affaires étrangères du Groenland. Notamment pour coordonner une présence militaire accrue sur l'île. Mais presque rien n'a filtré.

Sommet prévu à Bruxelles

Mark Rutte espère s'entretenir avec Donald Trump au World Economic Forum de Davos après avoir échangé avec lui dimanche. Là aussi sans que grand-chose ne soit révélé. Et jeudi, les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE participeront à un sommet extraordinaire à Bruxelles pour s'entendre sur la meilleure réponse à apporter aux nouvelles surtaxes américaines. Déjà, certains dirigeants, après avoir qualifié la stratégie de Donald Trump d'«erreur», font marche arrière, par crainte de déclencher des hostilités qui leur seraient dommageables.

Pendant ce temps, à l'aéroport de Nuuk, les va-et-vient de soldats européens se poursuivent. ■

«Le président entrera dans l'histoire mondiale en annexant le Groenland»

RUSSIE Moscou, pourtant présenté par Donald Trump comme la principale menace pour l'île, semble laisser carte blanche aux ambitions expansionnistes américaines. Qui servent parfaitement les intérêts du Kremlin en Ukraine

ALEXANDRE LÉVY, SOFIA

A Washington, les choses sont désormais dites. S'il faut agir au Groenland, c'est pour éliminer la «menace russe». C'est du moins ce que déclarait lundi Donald Trump sur son réseau Truth Social. L'ambassadeur russe à Stockholm Vladimir Barbine avait pourtant tenté vendredi de déminer en martelant que la Russie n'avait pas «de plans agressifs envers ses voisins de l'Arctique». Il avait rappelé que même les autorités du Danemark, un pays pourtant hostile à Moscou, avaient à plusieurs reprises souligné l'absence d'activités militaires russes suspectes dans la zone. En vain.

Vu de Moscou, cette «menace» brandie par les Etats-Unis n'est qu'un prétexte pour assouvir l'appétit de plus en plus vorace du nouveau locataire de la Maison-Blanche, assurent tous les jours les commentateurs de la presse loyale au Kremlin. Si son offensive réussit, il

pourra faire main basse sur cette île stratégique et au sous-sol riche en ressources naturelles. Tout en renforçant les positions américaines dans l'Arctique – où la Russie a également des intérêts, rappellent-ils. Convoqués, les experts militaires russes affirment de concert que c'est l'occasion rêvée pour les forces américaines de renforcer leurs capacités de reconnaissance, de surveillance et de contrôle dans cette région stratégique. Au détriment de la Russie, bien sûr.

Quatre affronts depuis le début de l'année

Pourtant, les déclarations officielles sont étonnamment prudentes, voire évasives. Interrogé lundi sur les dernières déclarations de la Maison-Blanche, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, n'a pas jugé opportun de se prononcer sur la réalité de cette «menace russe». Et il s'est bien gardé de formuler une quelconque critique à l'égard de Donald Trump. Il a même réussi à flatter l'ego de celui qui avait érigé son pays en principale menace dans la région. «Il est difficile de ne pas être d'accord avec les experts internationaux qui estiment que le président américain, Donald Trump, entrera dans l'histoire mondiale en

annexant le Groenland», a-t-il dit. Il y a exactement un an, ce même Dmitri Peskov qualifiait les intentions de Donald Trump de «dramatiques». «Dieu merci, il ne s'agit que de déclarations», se consolait-il. Ce n'est plus le cas.

Le plus étonnant reste le silence, de plus en plus assourdissant, de Vladimir Poutine lui-même

Mais le plus étonnant reste le silence du chef du Kremlin lui-même. Un silence de plus en plus assourdissant. Depuis le début de l'année, Vladimir Poutine a pourtant été défié au moins quatre fois par son homologue américain. Il a successivement capturé son ami Nicolas Maduro comme un vulgaire baron de la drogue, menacé à nouveau de s'en prendre militairement à son allié iranien et justifié son offensive groenlandaise par cette prétendue menace russe. A quoi s'ajoute la saisie de plusieurs tankers de

la «flotte fantôme» de Moscou. Le mutisme du président russe face à ces affronts a fini par inquiéter même certains médias officiels.

La semaine dernière, le Kremlin promettait que Vladimir Poutine ferait des «déclarations importantes» sur la situation internationale vendredi, lors de la remise des lettres de créance d'une trentaine de nouveaux ambassadeurs à Moscou, dont le Suisse Jürg Burri. Le chef du Kremlin a effectivement brièvement vilipendé la «loi du plus fort» au détriment des règles de l'ONU et de la souveraineté des Etats. Mais sans jamais mentionner Donald Trump, ni même les crises colombienne, iranienne et groenlandaise. Il ne s'est pas privé, en revanche, de faire la leçon aux Européens en leur expliquant, une fois de plus, les «raisons profondes» de la crise ukrainienne, à savoir leurs promesses non tenues sur l'extension de l'Alliance atlantique (OTAN) à l'est.

Une saga arctique «qui a déjà un vainqueur»

Selon le journal russe en exil Meduza, qui bénéficie toujours des confidences de certains responsables de l'administration présidentielle, ce silence s'explique

par la volonté toujours présente de ménager le président américain. Tout en espérant que ce dernier «se désintéresse définitivement de la guerre en Ukraine pour se concentrer sur sa propre sphère d'influence».

A y regarder de plus près, cette stratégie avait été annoncée aux premiers jours du second mandat de Donald Trump déjà, par l'influent politologue Guevorg Mirzaïan. Dans un article publié par la revue Vzgliad, principale caisse de résonance des idéologues du régime, il expliquait que Moscou avait au moins trois raisons de se réjouir des ambitions américaines d'annexer le Groenland. Avec ses ambitions territoriales, Donald Trump finira par faire voler en éclats l'OTAN, le rêve le plus cher de Vladimir Poutine, écrivait-il. En remettant en cause le sacro-saint principe de l'inviolabilité des frontières, il le dédouane de ses annexions en Ukraine. Enfin, en proposant d'organiser un référendum au Groenland, il reprend exactement la stratégie choisie par Moscou dans les territoires occupés en Ukraine. Et de conclure: «Quelle que soit l'issue de la saga de l'achat (ou conquête) du Groenland par les Américains, cette dernière a déjà un vainqueur. Et c'est la Russie». ■